

Le Parlement Andin condamne l'ingérence de l'OEA en Bolivie



La Paz, 24 mar (RHC) Le Parlement Andin a adopté en séance plénière une déclaration rejetant l'ingérence du secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro, dans les affaires intérieures de l'État plurinational de Bolivie.

"Le Parlement andin a adopté la Déclaration 'Rejet de l'ingérence du Secrétaire général de l'OEA dans l'Etat plurinational de Bolivie'. Le document invite à maintenir et à promouvoir la démocratie et la souveraineté des États membres", a-t-il déclaré par l'intermédiaire de son compte Twitter.

L'organe délibérant international a pour mission d'aider les gouvernements des pays membres (Chili, Colombie, Équateur, Pérou et Bolivie) à harmoniser les législations, ainsi que dans la régionalisation des politiques publiques et des pratiques gouvernementales réussies qui contribuent à améliorer la qualité de vie et le bien-être de la population andine.

Le président du Parlement andin, Adolfo Mendoza, a annoncé ce mercredi que la session plénière, en plus de remettre en question les attitudes d'Almagro, a appelé à défendre la démocratie et la souveraineté des États.

Le Secrétaire général de l'OEA est mis en cause par les déclarations qu'il a faites la semaine précédente au sujet des poursuites judiciaires engagées en Bolivie contre des anciens membres du régime de facto de Jeanine Áñez qui avaient fait l'objet d'une enquête pour sédition présumée, conspiration et terrorisme en 2019.

Almagro a mis en cause la justice bolivienne et demandé la libération de l'ex-présidente Áñez, de l'ancien ministre de l'énergie, Rodrigo Guzmán, et de l'ancien ministre de la justice et de la transparence institutionnelle, Álvaro Coímbra, qui sont en détention préventive.

En 2019, Almagro a fait une dénonciation sur la base d'un rapport préliminaire de fraude présumée. Il a provoqué, par ces affirmations, des protestations et des faits délictueux de la part de secteurs critiques envers le gouvernement de l'ancien président Evo Morales, qui a ensuite démissionné et dénoncé un coup d'État.

Source : Agencia Boliviana de Información

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/251789-le-parlement-andin-condamne-lingerence-de-loea-en-bolivie>



Radio Habana Cuba